

Comment faire face à la Russie ?

Compte-rendu rédigé par Thérèse d'Orléans

La table ronde du 25 janvier nous a réuni autour d'un sujet brûlant d'actualité : les tensions actuelles entre la Russie, l'Ukraine, l'Europe et les Etats-Unis. La Russie, qui a massé 100 000 soldats à la frontière de l'Ukraine, souhaite éloigner l'OTAN de ses frontières, notamment en Bulgarie et en Roumanie. Les soldats russes à la frontière de l'Ukraine nous plongent dans une situation d'escalade, et nous questionnent sur un risque d'embrasement. La diplomatie et les négociations tentent actuellement de désamorcer les tensions. Pour réfléchir à ce sujet passionnant, avec la modération de **Florian Louis**, nous avons eu l'honneur d'accueillir :

- **Galia Ackerman**, écrivaine, historienne, journaliste et traductrice franco-russe, éditrice en chef du nouveau média électronique, en français et en anglais, Desk Russie, qui a récemment publié *Le Régiment immortel. La Guerre sacrée de Poutine* (Le Premier Parallèle, Le 2019) ;
- **Gérard Araud**, ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis, ancien Représentant Permanent de la France aux Nations Unis, qui a récemment publié *Henry Kissinger – Le Diplomate du siècle* (Tallandier, 2021) ;
- **Hélène Carrère d'Encausse**, historienne, académicienne, qui a récemment publié *Alexandra Kollontaï. La Walkyrie de la Révolution* (Fayard, 2021) (révolutionnaire russe au côté de Lénine, femme politique et féministe).
- **Sabine Dullin**, professeure des universités à Sciences Po Paris et membre du Centre d'histoire de Sciences Po, qui vient de publier *L'ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire (1853-1991)* (Payot, 2021).

A partir de son article publié il y a un an dans *le Grand Continent* « Vérités et mensonges de Vladimir Poutine », **Florian Louis** demande à **Galia Ackerman** pourquoi elle critique l'idée d'un retour inéluctable à Yalta, selon l'expression de Hans Kribbe.

Pour **Galia Ackerman**, il est erroné de parler d'un retour de Yalta, car le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'il y a quatre-vingts ans. Notre époque est très différente du temps des sphères d'influence, qui s'appuyait sur un modèle colonial. Chacun avait son empire, les Anglais, les Français, pourquoi pas les Russes, c'était une idée naturelle et presque inévitable. Mais l'empire soviétique a éclaté en 1991. Elle ne nie pas les sphères d'influence naturelles, car certains pays s'allient avec d'autres en fonction de leurs propres intérêts. Mais Poutine veut autre chose. De quel droit veut-il empêcher l'OTAN ou l'Union européenne d'être présentes dans les pays de l'ex-URSS ? Ces pays sont libres, certains ont choisi des alliances avec la Russie, par le traité de la sécurité collective, qui a d'ailleurs permis l'intervention au

Kazakhstan. D'autres ont choisi la voie européenne, comme les pays baltes, qui sont membres de l'UE et de l'OTAN. Ce choix des pays de l'Europe de l'Est et du Sud a été libre, ils n'ont pas été poussés par l'OTAN. A l'inverse, de quel droit l'Europe ou les Etats-Unis peuvent-ils décider de l'avenir de ces peuples ? De quel droit la Russie veut-elle que l'OTAN revienne aux frontières de 1997 et de quel droit veut-elle imposer des traités qui élimineraient la présence américaine en Europe ? **Galia Ackerman** s'indigne que la Russie ose proposer aux Etats-Unis de gérer le destin d'un pays européen, l'Ukraine, dont la population atteint quarante millions d'habitants et dont la superficie est plus grande que la France. Ni l'Union européenne, ni l'Ukraine, sous pression russe depuis huit ans, n'ont été invités à la table des négociations. L'annexion de la Crimée en 2014 avait déjà violé tous les droits internationaux. **Galia Ackerman** pense que la situation est tellement insensée que la notion de « Yalta II » est rétrograde, tout comme le régime russe actuel est rétrograde dans ses valeurs sociétales et dans sa vision politique du monde. L'époque des sphères d'influence imposées est finie.

Florian Louis se tourne ensuite vers **Hélène Carrère d'Encausse** pour lui demander son analyse des parallèles historiques qui restituent ces tensions dans la longue durée, si on ne peut pas parler d'un retour de Yalta.

Hélène Carrère d'Encausse commence par analyser les problèmes de représentation divergente entre la Russie et l'Ukraine. Pour la Russie, l'Ukraine c'est la Russie. Mais l'Ukraine considère que la Russie l'a dominée. Les tensions d'aujourd'hui remontent à 1990, à l'éclatement de l'URSS. La vraie mort de l'URSS est matérialisée dans la rencontre de la Datcha Belovzhskaya Pushcha, entre le président russe Eltsine, le président ukrainien Kravtchouk et le leader du Bélarus Chouchkevitch en décembre 1991. Il y a eu un véritable face à face entre le président de l'URSS à l'agonie et le président triomphalement élu de l'Ukraine. Eltsine n'avait qu'une idée en tête : que la séparation juridique conduise au modèle du Commonwealth. L'affaire de Crimée est issue de ces moments de séparation. Elle a été rattachée à l'empire de Russie depuis 1854, mais l'Ukraine réaffirme sa pleine souveraineté sur la Crimée en 1992. En 1990, l'URSS abandonne le pacte de Varsovie, en pensant que l'OTAN se dissoudrait aussi. De plus, lorsque le chancelier Kohl et le secrétaire d'Etat américain Baker demandent à Gorbatchev d'accepter la réunification de l'Allemagne, Gorbatchev a insisté pour que l'OTAN ne s'étende pas à l'Est, surtout les pays baltes et l'Ukraine. **Hélène Carrère d'Encausse** a interrogé Gorbatchev sur les promesses qui lui auraient été faites selon ses dires et pourquoi il ne les avait pas faites mettre par écrit. Il a répondu qu'il pensait avoir affaire à des personnes policées du monde libre qui tiendraient leur parole. Elle ne peut pas trancher si cela est vrai ou non, mais il est clair que dans l'idée russe, l'empire historique ne peut pas se dissoudre, l'URSS mourante doit laisser place à un futur Commonwealth. Le 1^{er} janvier 1991, la Russie

a perdu sa puissance et son empire, elle ne garde que son siège au conseil de sécurité et son armement nucléaire. Même si Soljenitsyn a souligné que la faiblesse de l'Union était son étendue territoriale trop vaste, il est clair que pour ceux élevés en URSS, et c'est le cas de Poutine qui avait trente ans à la chute de l'URSS, la vision formatée de l'Union soviétique inclut l'Ukraine ; l'idée de perdre cet espace immense leur est insupportable. Poutine est l'héritier du système soviétique. Pour lui, l'Ukraine ne peut pas être le pont du monde européen. Un autre problème a été que la Russie pensait que l'Europe l'accepterait à bras ouverts. Au lieu de cela, elle est isolée, hors de l'Europe, et Poutine cherche comment récupérer quelque chose. **Hélène Carrère d'Encausse** est convaincue qu'il sait ce qu'il peut récupérer ou non. Il sait très bien qu'il n'aura pas un engagement de non-extension de l'OTAN, alors il fait monter les enchères en Ukraine. Il gesticule beaucoup, il sait qu'il n'a pas grand-chose à offrir aux Américains, qui n'accepteront pas ses demandes. Il cherche ce qu'il peut obtenir pour conserver ce qu'il reste de cette famille russe à laquelle il a rêvé.

Au sujet de l'histoire, **Florian Louis** demande ensuite à **Sabine Dullin**, qui a écrit un ouvrage sur l'ironie du destin russe, si le problème russe réside dans l'incapacité des hommes politiques à faire le deuil d'un passé de puissance.

Sabine Dullin pense que Poutine est sensible aux anniversaires. Or en 2022, ce sont les 100 ans de l'URSS. Le centenaire de la révolution russe était difficile à célébrer, car la révolution avait divisé la patrie, alors que Poutine veut être le président des anciens rouges comme des anciens blancs. Il avait critiqué Lénine en disant qu'il avait posé une bombe sous la maison Russie : sa bombe était la création d'une fédération des républiques socialistes soviétiques, sorte de contractualisation de la relation de quatre républiques à l'origine : la Biélorussie, l'Ukraine, la Transcaucasie et la Russie. Cette fédération était une fiction pendant la période soviétique à cause de la centralisation. Les institutions formelles n'avaient pas de pouvoir, elles étaient protocolaires (le Soviet des nationalités et le Soviet de l'Union). Elles se sont révélées un peu opérantes dans les dernières années de la perestroïka, en particulier lorsque les républiques se sont autonomisées. Dès qu'elles en ont la possibilité, les républiques affirment leur souveraineté face au centre et veulent la priorité de leur loi et de leur budget. Le droit de sécession était inscrit dans la constitution, mais il était impensable avant 1990. Avec l'implosion du système, chacun prend son indépendance. **Sabine Dullin** aimerait rappeler un petit phénomène historique : après la Grande Guerre patriotique, Staline obtient trois sièges à l'ONU : l'URSS, la Biélorussie et l'Ukraine, qui sont pourtant des républiques au sein de l'URSS. Il y parvient grâce à l'argument du Commonwealth, car certains pays semi-indépendants de la couronne britannique siègent aussi à l'ONU. L'Ukraine était donc déjà un membre d'ONU et siège parfois comme membre non permanent du conseil de

sécurité comme en 1949. Il y a donc une histoire soviétique de cette présence dans les différentes républiques.

Maintenant, dans le contexte actuelle, il y a cet anniversaire de 2022 ; cela fait aussi trente ans que l'URSS s'est effondré et on sait combien dans les années 90 la victoire américaine a pu marquer les représentations en Russie post-soviétique, qui n'était plus considéré que comme un partenaire junior des Etats-Unis, par exemple dans la guerre du Golf, qui est le premier vote pour une intervention commune. L'OTAN s'est reconfiguré, a conservé son nom, qui est pourtant porteur d'une histoire militaire antisoviétique dans la Guerre froide. Dans la guerre de Yougoslavie, les frappes de l'OTAN au Kosovo n'ont pas été validées par l'ONU : c'est un tournant dans la vision russe, qui considère que cela est une trahison du partenariat stratégique de 97. Poutine a toute l'histoire en tête, comme le prouve son discours-fleuve en 2018 pour son élection pendant près de deux heures. Il s'anime en particulier lorsqu'il parle du militaire, des nouveaux missiles et des nouvelles forces de frappe, il rappelle toujours les frappes au Kosovo et la trahison du désarmement américain. Il y a incontestablement pour lui une importance de l'histoire des trente dernières années et une volonté de revenir à la table des négociations. Poutine a trouvé le bon moment : le départ d'Afghanistan des Américains et la faiblesse de la gouvernance en Europe en année électorale importante. Les Russes savent très bien gérer par crise, c'est leur manière d'obtenir quelque chose. **Sabine Dullin** émet l'hypothèse qu'ils veulent peut-être obtenir le droit d'être un partenaire dans l'organisation de l'Europe. Le problème est que Poutine n'est pas un démocrate, il a une vision de la souveraineté de ses voisins qui reste assez limitée. Il continue à voir ces petits états comme des places d'armes. Pour lui, l'Ukraine armée par les occidentaux n'est pas vraiment souveraine de toute façon. Les États voisins sont fragiles et corrompus, ils servent de zone tampon, il faut donc que l'influence russe l'emporte sur les influences adverses. Pour sortir de la crise, il faut la remise d'un partenariat, mais **Sabine Dullin** affirme qu'il ne faut rien lâcher sur la souveraineté, sinon on reviendrait à la souveraineté limitée de Brejnev, comme l'est encore le Kazakhstan, où le gouvernement demande l'aide russe pour réprimer des manifestations.

Florian Louis se tourne enfin vers **Gérard Araud** pour lui demander comment gérer des crises comme celles-là quand on est diplomate, par rapport aux représentations historiques et à la réalité du rapport de force.

Gérard Araud aimerait d'abord rappeler qu'il n'y a pas de droit à entrer dans l'OTAN, c'est l'OTAN qui décide. Dans le Traité de l'Atlantique Nord, les pays entrant doivent participer à la sécurité des autres pays membres. Or l'Ukraine est divisée, soumise à une agression extérieure, il est évident qu'elle n'y entrera pas pour les vingt prochaines années, de même que la Géorgie. 2022 est aussi l'anniversaire du traité de Rapallo, le rapprochement entre Tchitcherine et la République de Weimar,

commencement d'une longue coopération entre l'Allemagne et l'Union. **Gérard Araud** a écrit un livre sur l'entre-deux-guerres : l'ambassadeur français à Moscou en 1936 rencontre un universitaire qui lui dit qu'on ne peut pas penser la politique étrangère russe sans penser à l'Allemagne. Certains disent que les Français sont souvent victimes du syndrome de Rapallo, ils se méfient de ce lien germano-russe, mais en voyant ce qui se passe en Allemagne aujourd'hui, le syndrome de Rapallo existe bel et bien, mais c'est un autre sujet. En tant que diplomate, il a été flagrant de voir que la crise a été délibérément créée par la Russie, au moment où les Américains partent, alors que l'Ukraine n'a rien fait de particulier. De tout temps la Russie a su créer des crises, mais l'Europe reste trop naïve. L'Europe pense qu'elle est sortie de l'histoire en 1945, grâce à la création de l'Union européenne et de la protection américaine. Mais la géopolitique a toujours été le déplacement de chars, la menace de la guerre et le bluff. Il faut penser la géopolitique russe dans une longue continuité. **Gérard Araud** rappelle que les Russes considèrent l'OTAN comme une alliance antisoviétique, c'est donc une menace. On a beau jeu de dire que c'est une alliance défensive et démocratique, il faut aussi se mettre dans les chaussures de l'autre. En termes de sécurité, les Russes ont exprimé clairement que l'OTAN est une menace. Poutine pense que les circonstances vont permettre de la faire reculer car les Etats-Unis se tournent vers l'Asie. L'Afghanistan a prouvé que Biden était un réaliste. Il va assurer le service minimum en Europe, c'est-à-dire l'article 5. Mais tout cela a été visible dans une continuité : les Etats-Unis avaient déjà délégué à la France et à l'Allemagne la crise ukrainienne. La vraie question est de savoir si d'autres crises de ce type suivront la première. Pour **Gérard Araud**, on voit le retour de la politique étrangère des puissances, comme avant 1914. Face à Poutine, tandis que Josep Borrell parle de géopolitique du passé, **Gérard Araud** dit que la géopolitique est de retour. On le voit dans les Mers du Sud, dans l'Himalaya, dans les rapports de force. Bien sûr il ne s'agit pas que du militaire, comme le montre la crise avec l'Ukraine qui est emblématique du futur. En tant que diplomate, **Gérard Araud** a été étonné que les Russes soient montés "haut dans le cocotier", avec leurs dix corps, la mer baltique, les centrales nucléaires, la télévision russe qui promet un feu du ciel sur les capitales européennes. On pense pression, concession et redescente du cocotier, mais il leur faut une échelle, pour filer la métaphore. **Gérard Araud** voit ce que la Russie peut obtenir, mais c'est loin de leurs exigences, il se demande donc ce qu'elle veut réellement. Dernier point, le système est concentré dans une seule personne, les négociateurs russes ne savent pas forcément ce que veut Poutine, ils sont donc contraints à une escalade absurde. Les Américains avancent dans leur sens et ont déjà mis certaines choses sur la table. Jusque là cela correspondait à l'agitation habituelle de la diplomatie heureuse du XIX^e siècle, mais **Gérard Araud** se demande maintenant si ce n'est pas plus grave.

Au cours du deuxième tour de parole, la question centrale est de se demander ce que peuvent et doivent faire les Européens face au retour des politiques de puissance.

Pour **Galia Ackerman**, on parle beaucoup de la promesse de Baker faite ou non à Gorbatchev de ne pas élargir l'OTAN à l'Est, mais elle voudrait rappeler l'existence d'un autre document, les mémorandums de Budapest. En échange du retrait des armes nucléaires russes d'Ukraine, de Biélorussie et du Kazakhstan, les trois grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, s'engageaient à garantir aux pays en question la souveraineté et l'inviolabilité de leurs frontières. L'Ukraine a demandé beaucoup de garanties et l'a tout de suite ratifié, puis a rendu l'arme nucléaire à la Russie, mais les trois autres pays ne l'ont jamais ratifié, il n'a donc pas de force juridique. Néanmoins, **Galia Ackerman** pense qu'ils doivent continuer à protéger l'Ukraine, comme une sorte de contrainte politique. Par ailleurs, 73 experts allemand ont publié une lettre ouverte au gouvernement allemand demandant à changer l'Ostpolitik vers la Russie, qui a été effective envers l'Union soviétique. On remarque une culpabilité historique justifiée de l'Allemagne qui a mené plusieurs guerres contre la Russie. Les experts soulignent que la Russie ne peut pas être menacée, car elle est la troisième armée du monde et possède l'arme nucléaire. Par conséquent, il est intolérable pour la sécurité des pays non-nucléarisés que la Russie mène les négociations sur l'Ukraine. Pour **Galia Ackerman**, nos dirigeants doivent s'imposer, surtout la France pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne, pour s'imposer aux négociations et pour trouver des solutions à un conflit qui peut se terminer très mal.

Hélène Carrère d'Encausse avoue qu'elle manque d'idées sur le rôle effectif de l'Europe dans la désescalade. Elle aimerait revenir sur la fin de l'URSS : la rencontre entre la Russie et l'Europe a été systématiquement manquée. En effet, la Russie était convaincue qu'elle revenait dans un continent européen. D'un seul coup, elle a perdu son statut de grande puissance et sa volonté de rejoindre l'Europe a été manquée. Eltsine et Poutine ont fait savoir qu'ils s'intéressaient beaucoup à la construction européenne, mais ils ont eu l'impression d'être repoussés de l'espace européen et de l'OTAN. Il faut avoir conscience de cet échec. Ce qui se joue avec l'Ukraine, c'est la question du pont avec l'Europe. L'Ukraine a plusieurs histoires, une partie a été dans l'empire russe pratiquement depuis 1654, une autre dans l'empire austro-hongrois. La Russie joue donc sur l'idée que la frontière ne passe pas entre elle et l'Ukraine. La Russie a beaucoup apprécié le groupe de Minsk, créé en 1992 et qui devient l'OSCE, après la guerre de Crimée, où elle a eu la possibilité de parler, de chercher un règlement européen. L'Europe doit aussi être attentive à la nature de ces crises, car la Russie lance des crises quand elle pense avoir l'occasion d'obtenir quelque chose, l'Ukraine est sûrement un prétexte. La question de la langue est essentielle : la

Russie a utilisé la division entre ukrainophones et russophones pour dynamiter l'Ukraine. **Hélène Carrère d'Encausse** pense tout de même qu'il faut passer par une politique des petits pas, entre dialogue et apaisement, sur le modèle Kissinger, tel qu'essaie de le copier le président Macron.

Sabine Dullin ne sait pas si l'Europe a les moyens de s'affirmer. Elle pense que la Russie se préoccupe de la manière dont les Européens négocient avec elle, en même temps qu'elle est attentive au redéploiement des puissances dans le monde, surtout en direction de l'Asie. Poutine tient compte de son allié et rival chinois, en même temps qu'il redéploie son échiquier géopolitique face aux Américains. Il est difficile de savoir ce que veut Poutine, et le risque est d'enclencher des engrenages qu'on ne pourra pas désamorcer. L'Ukraine est effectivement un pays fait de plusieurs morceaux d'histoire entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Mais **Sabine Dullin** pense que Poutine a fait le contraire de ce qu'il voulait : les agressions répétées ont soudées la population ukrainienne, y compris la population russophone qui se retourne contre la Russie. C'est paradoxalement Poutine qui a créé une citoyenneté ukrainienne prête à défendre son pays, l'éloignant de sa considération du destin commun entre la Russie et l'Ukraine. Après l'indépendance, les Ukrainiens étaient déjà porteurs d'une idée nationale, éventuellement antisoviétique, mais pas antirusse. **Sabine Dullin** se demande si les Européens vont parvenir à mettre les Russes et les Ukrainiens autour de la table pour trouver un modus vivendi entre eux, malgré le vocabulaire très guerrier des Russes. L'Ukraine ne peut pas être portée à bout de bras par l'Union européenne et l'OTAN. Elle pense que les Européens ont un plus grand rôle à jouer que les Américains, notamment les pays sensibles à la menace russe, la Pologne et les États baltes, qui doivent jouer leur rôle en étant réalistes et sans envenimer la situation.

Au sujet des différents leviers possibles pour les Européens, **Gérard Araud** rappelle que la France et l'Allemagne ont déjà tenté d'aider l'Ukraine et la Russie à trouver un accord dans le format de Normandie. Les négociations n'ont jamais abouti, car les deux partis les interrompaient à tour de rôle. Un autre format européen va bientôt se réunir. Depuis son élection, le président Macron a invité Poutine à Versailles et au fort de Brégançon, il est allé en Russie, avec la chancelière allemande il a tenté d'établir un dialogue, qui n'a mené nulle part, car Poutine n'a montré aucune appétence pour un compromis. **Gérard Araud** aimerait souligner un dernier point : sur la question russe, l'Europe n'existe pas. En 1940, 10% de la population des pays baltes ont été envoyés au goulag. La Pologne a été morcelée en quatre. L'Est est dans les tranchées aujourd'hui. On se demande ce que peut faire l'Europe, mais on se heurte au fait qu'il n'y a pas d'Europe géopolitique. En fonction de leur histoire et de leur géographie, chaque pays réagit différemment. L'Allemagne et l'Italie ont toujours eu une politique pro-russe. Mais la France essaie de maintenir une unité.

Lorsque la France et l'Allemagne ont proposé un dialogue entre l'Union européenne et la Russie, la Pologne et les pays baltes s'y sont opposés. Contrairement à ce que l'on pense, les pays de l'Est ont été soulagés que les négociations passent par les Etats-Unis, qui se sentent plus en sécurité qu'avec l'Union européenne. Les Français ont tendance à regarder l'Est de haut et à négliger leurs angoisses, pourtant justifiées aujourd'hui.